

Dre Michal Feldon, pédiatre et militante, “La communauté médicale et le génocide à Gaza”, 17.08.2025

Présentation

Bonjour à toutes et à tous. Aujourd’hui marque le premier jour de la neuvième semaine d’*Eyes on Gaza*. Une semaine ouverte par la protestation et la perturbation. Notre rencontre ici, cette assemblée, est un acte de protestation continue et de refus de normaliser la destruction, les tueries, l’horreur et la famine. Nous affirmons que les luttes sont liées et qu’il nous faut persister sur tous les fronts. La lutte pour le retour des otages est aussi, toujours, une lutte pour mettre fin à l’anéantissement à Gaza, pour mettre fin à l’occupation, pour refuser la violence des colons et celle exercée sous l’égide de l’armée et de l’État. C’est pourquoi aujourd’hui nous nous réunissons pour rendre présente notre protestation et notre refus. Nous remercions vivement notre invitée du jour, la Dre Michal Feldon, pédiatre et militante, qui va nous parler du silence de la communauté médicale du pays face au génocide à Gaza. Merci, Michal.

Intervention

Merci de m’avoir invitée. J’ai beaucoup de diapositives dans ma présentation. Je ne suis pas certaine que nous pourrions toutes les passer, mais il m’importe d’aborder le cœur du sujet. Je tiens à souligner la constance de la terminologie : je parle de génocide, d’extermination. Depuis la publication fin juillet des rapports de B’Tselem et de *Physicians for Human Rights*, c’est la terminologie utilisée. J’emploie parfois le mot « guerre » par commodité, mais mon sens est toujours « génocide ».

Cette diapositive est très ancienne — déjà plus d’un an. Et il est frappant de constater que tout ce qui y est écrit reste vrai. Depuis octobre 2023, Gaza est l’endroit le plus meurtrier au monde, y compris pour les travailleurs humanitaires. C’est le lieu le plus dangereux au monde pour les enfants. Le plus dangereux pour les journalistes. Le plus détruit par rapport à toute guerre antérieure. C’est l’endroit le plus assoiffé du monde. Le plus affamé du monde. Le plus blessé au monde, en particulier pour les enfants victimes de blessures et d’amputations. Et c’est l’attaque la plus significative et la plus prolongée jamais menée contre un système de santé dans l’histoire des conflits armés. Les chiffres les plus récents — publiés il y a quelques jours — font état de plus de 60 000 morts [61 722] et de 154 525 blessés. Concernant la nutrition, l’ensemble de la population est en insécurité alimentaire, seul le degré diffère. Près d’un quart de la population est déjà au seuil de la phase 5 — le stade le plus grave de l’insécurité alimentaire.

L’ensemble du système de santé a été attaqué à maintes reprises. Environ la moitié des hôpitaux ne fonctionnent plus qu’en partie. Pour l’aide humanitaire, on constate que sur des mois, en pratique, seuls un tiers des demandes des organisations sont exécutées. Certaines n’arrivent jamais, d’autres sont annulées, retardées ou bloquées par la bureaucratie. Au final, seules environ un tiers des organisations parviennent à faire entrer une aide humanitaire à Gaza. Déjà en mars 2024, Ido Efrati publiait un long article dans *Haaretz* sur le silence du corps médical. C’était au moment de l’affaire du camp de détention de Sde Teiman et des tentatives d’expulser les derniers patients gazaouis d’Israël. Mais Efrati écrivait déjà alors, il y a un an et demi, que le système de santé s’est imposé le silence. C’était vrai à l’époque, et cela l’est encore aujourd’hui. Je voudrais revenir sur plusieurs épisodes de cette guerre — des moments où la réalité médicale et la guerre se sont rencontrées directement — où la protestation s’imposait clairement, et où elle n’est jamais venue.

Le premier point concerne le traitement des patients palestiniens avant le 7 octobre : selon B’Tselem, quatre mille enfants de Gaza ont reçu des soins en Israël. C’est un nombre important de patients. Je parlerai des enfants car c’est mon domaine. Je crois qu’il n’y a pas un seul pédiatre dans un grand hôpital public israélien qui n’ait pas traité d’enfants gazaouis. Depuis octobre, bien sûr,

aucun enfant de Gaza n'a été pris en charge en Israël. La plupart des patients présents ici ont été renvoyés en Cisjordanie ou à Gaza. Les médecins israéliens qui les suivaient ne savent pas ce qu'ils sont devenus. Nous n'avons pas d'études de cohorte retraçant l'évolution de ces enfants. Nous savons que certains ont réussi à fuir, d'autres ont perdu tout contact, mais au final, nous ignorons réellement ce qu'il est advenu de nos patients. Et puis il y a la question du traitement des détenus palestiniens — déjà problématique avant le 7 octobre, mais aggravée depuis le début de la guerre. Certains hôpitaux ont refusé de les soigner tout simplement. Les soins ont été manifestement insuffisants. [Sur la photo] on voit une petite manifestation — dix ou douze médecins du centre médical Sheba — qui ont protesté en mars 2024 contre la tentative de renvoyer leurs patients gazaouis à Gaza. La Cour suprême a réussi à retarder leur expulsion. Depuis, ils ont été renvoyés.

Le deuxième point concerne le personnel médical palestinien et arabe en Israël : 25 pour cent de l'ensemble du personnel de santé du pays est arabe ou palestinien. Depuis le 7 octobre, un climat de peur et de mise au silence s'est installé. On parle de dizaines d'auditions, de suspensions ou de licenciements — généralement pour des déclarations politiques, le plus souvent de simples expressions de solidarité avec des proches ou des personnes à Gaza. Parfois pour des messages publiés des années auparavant. Je n'ai pas de chiffres exacts, mais je peux dire qu'il n'existe pas un seul hôpital ou une caisse médicale en Israël sans de tels cas, et que dans certains hôpitaux, on en compte des dizaines. Parallèlement, des déclarations génocidaires sont constamment prononcées par des membres juifs du personnel médical dans ces mêmes hôpitaux — des phrases comme « il n'y a pas d'innocents à Gaza ». Si vous êtes un médecin palestinien travaillant dans un hôpital israélien et que vous entendez cela toute la journée, c'est une expérience extrêmement pénible.

La dernière question est celle des armes : la militarisation qui imprègne ce pays, y compris les hôpitaux, jusque dans les salles de soins. J'ai vu des pédiatres tenir leur consultation avec un pistolet dans la poche. En novembre 2023, il y a eu un événement médical majeur en Israël : cent médecins ont signé une lettre intitulée « Médecins pour les droits des soldats de Tsahal », appelant l'armée à bombarder l'hôpital Al-Shifa. La phrase qui ne sera jamais pardonnée était : « Il est du devoir de détruire les nids de guêpes » — en parlant des hôpitaux de Gaza. Aucun de ces médecins n'a jamais été sanctionné. Rien n'a été entrepris.

Le troisième point concerne le sort de nos collègues à Gaza, les équipes médicales gazaouies elles-mêmes : cette diapositive est également ancienne, elle faisait état de 1 400 soignants touchés. Le chiffre est aujourd'hui de 1 500 à 1 600 tués. Environ 400 membres du personnel médical ont été arrêtés. Certains sont connus pour être détenus dans des installations israéliennes, d'autres ont disparu. Nous disposons de nombreux témoignages de torture infligée à des soignants dans des centres de détention israéliens, et certains médecins y sont morts. Il y a eu l'affaire des ambulanciers en mars 2025 — le plus grand épisode, connu de tous. [Sur la photo] voici Hussam Abu-Safiya, directeur de l'hôpital Kamal Adwan, enlevé de l'hôpital après l'attaque de décembre 2024. [Sur la photo] voici Adnan al-Bursh, chef du service d'orthopédie de l'hôpital Al-Shifa, arrêté en décembre 2023 pendant son travail. Apparemment détenu plusieurs mois dans le camp de Sde Teiman, il est mort en avril 2024, et nous ignorons les circonstances exactes de sa mort. Et voici l'une des images bien connues de l'affaire des ambulanciers et de la fosse commune où ils ont été retrouvés.